

même pas donné suite à une recommandation très simple et très facile de leur propre Livre blanc?

Depuis trois ou quatre ans déjà, le Conseil économique du Canada recommande la création, avec l'aide du gouvernement, d'un bureau indépendant de prévisions. Il devrait être évident pour le ministre des Finances que personne plus que lui n'en a besoin, vu l'écart entre ce qu'il a prédit en octobre et ce que nous avons maintenant, quelques mois plus tard. D'après le Conseil économique, un bureau semblable qui saurait prévoir les tendances à court ou moyen terme pourrait, entre autres choses permettre au gouvernement de présenter et d'appliquer des politiques fondées sur une prospective réaliste, et non sur les hypothèses du ministre. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas été prêt à accepter les recommandations du Conseil économique du Canada et à collaborer avec cette association très respectable pour qu'une société de planification privée crée son bureau de prévisions? Pourquoi cet acharnement à se lier les mains soi-même quand il s'agit de préparer des programmes sérieux? Pourquoi le ministre persiste-t-il à jouer à colin-maillard? La recommandation qu'a rejetée le gouvernement est tout à fait simple et directe. Comment alors les membres du gouvernement peuvent-ils s'attendre à ce que nous les prenions au sérieux?

• (3.40 p.m.)

Nous avons parlé de psychologie inflationniste. Je me souviens que le prédécesseur du ministre en avait fait mention. Nous avons eu quatre ans de discours, quatre ans d'impôts accrus, quatre ans d'inflation progressive. Les prévisions du ministre ne peuvent pas être très convaincantes. Il s'attend à une inflation persistante. S'il s'y attend, les Canadiens feront de même et ils rédigeront leurs futurs contrats en conséquence, qu'il s'agisse de contrats de travail ou autres. Dans ce cas, comment pourrions-nous modérer l'inflation à un point acceptable?

Il nous faut d'autres méthodes. Je ne veux pas dire qu'il nous faille renoncer aux mesures fiscales et monétaires. Elles sont nécessaires, bien sûr, mais le gouvernement a dit lui-même dans son Livre blanc de décembre dernier qu'elles n'étaient pas suffisantes. Il y a deux ans environ, l'OCDE avait conseillé au gouvernement de mettre au point une politique des revenus. Le gouverneur de la Banque du Canada avait exprimé le même avis.

[L'hon. M. Stanfield.]

Le gouvernement s'est sûrement rendu compte à l'heure qu'il est qu'on ne peut enrayer l'inflation en créant du chômage. Telle était la politique du prédécesseur du ministre qui avait dit à la Chambre que si cela s'imposait, il ferait en sorte de ralentir l'économie et de créer du chômage, et c'est ce que le gouvernement a fait. Nous avons maintenant du chômage, mais l'inflation n'a jamais été aussi grave.

Il faut adopter de nouvelles méthodes pour nous attaquer plus efficacement à ces difficultés. Depuis mon entrée à la Chambre, j'exhorte le gouvernement à prendre son courage à deux mains et à mobiliser le peuple canadien pour lutter contre l'inflation, grâce à la collaboration des hommes d'affaires, du salariat et de la collectivité tout entière, et par l'élaboration des principes directeurs, non pas comme solution permanente mais comme moyen de rompre ce cercle vicieux dans lequel le ministre des Finances et le gouvernement ont placé le Canada.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je doute, Votre Honneur, que quelqu'un soit plus au courant que moi des difficultés d'un contrôle des prix. Mais je sais pertinemment que les principes directeurs assez simples qu'ont employés les États-Unis il y a quelques années...

L'hon. M. Benson: N'ont rien donné.

L'hon. M. Stanfield: ...leur ont, dans une large mesure, permis pendant des années, de faire bien mieux qu'au Canada pour contrôler l'inflation; ces directives sont devenues lettre morte lorsqu'elles n'ont pu s'appuyer sur une politique fiscale appropriée, parce que le Congrès refusait d'agir. Monsieur l'Orateur, Dieu sait que le ministre, au contraire, a procédé à suffisamment de hausses fiscales dans notre pays. Je les approuve vivement, mais comme mesures provisoires. Je conseille au gouvernement de s'assurer la collaboration et l'aide des citoyens. Je lui conseille de les persuader que le Canada échappera à cette psychose de l'inflation, qu'il la combattra efficacement et qu'il renoncera à s'amuser avec des hausses d'impôts annuelles. Cela donnerait du moins le temps au ministre de la Consommation et des Corporations d'instituer sa commission des revenus et des prix. Si nous accordons au ministre de la Consommation et des Corporations une année de répit, il parviendra peut-être à la mettre sur pied. Mais allons-nous attendre des années durant que les membres de la Commission recommandent une politique au gouvernement? Allons-nous continuer